

Daerden J^r en mode rouge vif

PS L'ancien député européen fait son entrée à la Chambre où il fait partie de l'escadron anti-MR.

Les nouvelles têtes (15)

Entretien **Bruno Boutsen**

S'il n'est plus besoin de présenter Frédéric Daerden, "Fredo" pour les intimes, le fils de feu Michel vient de prendre un tournant. Alors qu'il était l'un des députés européens du PS jusqu'aux élections de mai dernier, il a accepté de pousser la liste socialiste liégeoise à la Chambre. Une liste forte composée des bourgmestres de Liège, de Seraing et de Herstal et dont Daerden J^r a réalisé le deuxième score derrière Willy Demeyer. Ayant certes fait moins bien que son père, il fait partie de l'escadron anti-MR du PS au Parlement fédéral.

Comment jugez-vous votre passage de la liste européenne à la liste fédérale du PS ?

Je suis satisfait de mon score personnel, soit environ 30 000 voix de préférence. Il s'agit du deuxième meilleur score belge des candidats non-têtes de listes. Quant à la liste, on peut parler d'une déception collective. En effet, le PS liégeois est passé de sept à cinq sièges, même si nous avons perdu le sixième à très peu de chose.

À quoi attribuez-vous cet échec électoral et quid du cas herstalien qui est relevant ?

Le contexte global était difficile à Liège où le PTB et le PP ont progressé. Clairement, le PTB a fait perdre des voix à la gauche. À Herstal, son score est particulièrement élevé et cela est dû à son ancrage fort. Un autre phénomène est constitué par les choix qui ont été faits en termes de mobilité et dont le timing n'a pas été idéal.

Quel regard portez-vous sur les majorités régionale et communautaire qui ont été très – trop selon certains – rapidement formées ?

Les négociateurs du PS et du CDH ont vite compris que le CD&V était scotché à la N-VA. Il n'y avait pas du côté flamand de volonté de renouveler la tripartite. Visiblement, le MR a suivi cette thèse donc je ne pense pas que l'on peut parler comme certains l'ont fait de fuite en avant au sujet des majorités PS-CDH. Nous avions toujours dit que nous privilégierions les

majorités les plus progressistes possible.

D'aucuns évoquent des DPR et DPC floues et le fait que Liège est sous-représenté...

Il y a un travail important qui a été mené en parallèle sur la DPR et la DPC et je ne pense pas qu'on peut parler de flou. Une priorité claire est donnée à l'emploi, nota-

tamment via la poursuite de la mise en œuvre du plan Marshall wallon. Quant à notre région, elle est bien représentée. S'il n'est pas ministre-président, ce que l'on peut regretter mais la liste régionale a perdu un siège, Jean-Claude Marcourt est le ministre le plus expérimenté et il a un portefeuille très bien fourni.

Les réactions à la formation du gouvernement fédéral n'ont-elles pas été trop virulentes voire précoces ?

Les réactions ont été rapides car nous avons fait le constat d'une majorité déséquilibrée. Il s'agit d'une coalition fort marquée à droite et pas de centre-droit. L'élément fédérateur était de mettre le PS dehors. Il s'agit d'une majorité revancharde mais déséquilibrée. Avoir un Premier ministre sexué pose problème et on voit bien que Charles Michel a dû mal à être au-delà de la mêlée. Le poids de la N-VA est trop fort, ce qui se marque au niveau des postes ministériels, mais la responsabilité incombe principalement au MR.

L'escadron anti-MR du PS a dézingué l'accord gouvernemental ainsi que le budget...

Cet accord gouvernemental s'est fait sur le dos des travailleurs. En matière de pensions, il faudra travailler plus pour gagner moins. On fait du travailleur une variable d'ajustement, ce qui n'est pas acceptable.

On touche aussi au service public en le détricotant comme avec la SNCB. On peut se demander quelle sera la marge de manœuvres des syndicats. En matière budgétaire, près de la moitié des économies prévues doivent se faire sur les dépenses sociales. On touche notamment aux soins de

santé et au chômage en stigmatisant les pseudo-tricheurs.

Le PS n'est-il pas contradictoire avec ce qui a été fait ou envisagé par le passé ?

Une dégressivité des allocations de chômage a certes été mise en place par le gouvernement précédent mais c'était une mesure concédée par le PS. Et concernant les pensions, tant la commission Vandembroucke que mon père ont prôné un allongement de la durée de la carrière et pas un recul de l'âge légal.

N'y a-t-il pas un risque d'opposition communautaire alors que cet aspect est absent de l'accord gouvernemental ?

Il n'y a certes pas de réforme de l'État prévue mais c'est parce qu'elle a été menée avant. Ceci étant dit, tout est communautaire. Un risque d'opposition existe donc car la sensibilité est différente au Nord et au Sud. Au travers des affaires Jambon et Francken, le PS ne vise pas la N-VA ni la Flandre mais bien des cas particuliers. Il ne faut pas mettre de l'huile sur le feu mais on ne peut pas tout laisser passer.

Au travers des affaires Jambon et Francken, le PS ne vise pas la N-VA ni la Flandre mais bien des cas particuliers. [...] Il ne faut pas mettre de l'huile sur le feu mais on ne peut pas tout laisser passer.

Épinglé

“Fredo” chargé d’amplifier l’action commune

Fédération Depuis le décès de son père, survenu lors de l’été précédant les dernières élections communales, Frédéric Daerden s’est fait relativement discret, et pour cause. Toujours vice-président de la Fédération liégeoise du PS, l’homme a vu l’influence du “clan Daerden” fondre comme neige au soleil, et ce n’est pas l’épisode Labille, aussi court qu’intense médiatiquement parlant, qui fut de nature à bouleverser les équilibres internes au PS liégeois. Patient, “Fredo”, comme le nomment ses proches, le fut assurément, lui qui a accepté de quitter le Parlement européen et ses avantages pour pousser la liste fédérale du PS lors des dernières élections. Une liste dont la composition avait fait jaser et qui n’a pas vraiment performé, ce qui n’est pas son cas personnel. Le fils de feu Michel n’hésite pas à parler à cet égard de “*petite défaite électorale*” qu’il impute à la concurrence due à la gauche de la gauche. C’est sans doute pour cette raison et compte tenu du compte particulier existant à Liège, qui ne dispose pas selon lui d’autant de ministres qu’espéré, qu’il a été chargé par le PS d’amplifier l’action commune en renforçant le lien avec la mutualité et le syndicat et en relançant le militantisme. “*Il y a une nécessité de rassemblement et d’unité*”, plaide Daerden J’ qui a aussi été désigné vice-président du groupe PS au Parlement fédéral, en charge de matières stratégiques comme les pensions, l’emploi et les questions européennes. **B.B.**